

IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) :

DGE

INTITULÉ DU POSTE : Chargé(e) de mission suivi financier du Plan France Très Haut Débit

CATÉGORIE (OU CORPS/GRADE) : A+

EMPLOI DE CHEF DE MISSION

GRUPE DE FONCTIONS¹ :

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)²

Développement économique / Développement économique local et national

INTITULÉ DU (DES) MÉTIER(S)²

DOMAINE D'ACTIVITÉ (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)

Autre : politique industrielle - aménagement du territoire

CONTEXTE DU RECRUTEMENT

Remplacement

Poste vacant

à compter du

01/09/2018

Nom du titulaire précédent ou actuel : Anne-Justine DION

DURÉE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale :

durée maximale :

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direction régionale

Sous-direction :

Bureau et secteur : Direction régionale de la Haute-Normandie

Adresse : 112 Paris

Informations complémentaires :

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation, nombre d'agents

L'Agence du numérique, créée par un décret du 3 février 2015, est un service à compétence nationale rattaché au directeur général des entreprises. L'Agence est chargée de l'impulsion, de l'animation et de l'accompagnement des projets et des initiatives numériques développés dans les territoires par les collectivités publiques, les réseaux d'entreprises, les associations et les particuliers. Les objectifs de l'Agence sont fixés par le ministre chargé du numérique. Elle prépare et réalise, à la demande du Premier ministre, tous travaux interministériels entrant dans son champ de compétence. Elle assure ses missions en lien avec les services centraux et déconcentrés de la direction générale des entreprises ainsi qu'avec les autres services de l'État intervenant dans le domaine du développement numérique. L'Agence comprend trois pôles responsables respectivement (i) du pilotage et de la mise en oeuvre du déploiement du Plan France Très Haut Débit, (ii) du pilotage et de la mise en oeuvre des actions French Tech et l'accompagnement des initiatives candidate à l'octroi du label du même nom, (iii) des actions de diffusion des outils numériques et du développement de leur usage auprès de la population. À ce jour, l'Agence regroupe une quarantaine d'agents environ et est animée par un directeur et trois chefs de pôle qui lui sont directement rattachés.

La Mission THD a pour objectif d'assurer la mise en oeuvre du Plan France Très Haut Débit pour organiser et soutenir le déploiement d'infrastructures à très haut débit sur l'ensemble du territoire national dans les prochaines années.

La Mission THD accompagne et conseille les collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs projets et instruit leurs demandes de soutien financier par l'État (plus de 3 milliard d'euros). Par ailleurs, la Mission THD veille à un déploiement harmonieux et homogène des différents réseaux à très haut débit (y compris ceux déployés par

Date de mise à jour : / /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

l'initiative privée) afin d'assurer la pérennité et la qualité de ces infrastructures essentielles. Enfin, elle assure au niveau national le suivi de mise en oeuvre du Plan, notamment au travers d'un observatoire des déploiements, de rapports d'avancement et de l'organisation d'une conférence annuelle du Plan.

La Mission THD compte une vingtaine d'agents, pour une moyenne d'âge de 30 ans. Elle est actuellement structurée en trois départements : un département Instruction et accompagnement des Projets (DIAP) de déploiement des réseaux très haut débit portés par les collectivités territoriales, un département Outils, Technique et Standardisation (DOTS) en charge de l'harmonisation et du développement des outils (modèles, observatoires) d'analyse et un département de contrôle et de suivi financier, Le poste proposé est dans le département de contrôle et de suivi financier,

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Au sein la Mission Très Haut Débit, le responsable du contrôle financier (i) assure le suivi budgétaire du Plan France Très Haut Débit par la réalisation de prévisions de consommation des crédits budgétaires de l'Etat, (ii) assure le suivi opérationnel du Plan France THD en lien étroit avec la Caisse des Dépôts, (iii) supervise l'avancement des projets sur le plan financier (demande de versement de subventions des collectivités locales) et (iv) participe aux relations avec les investisseurs (banques ou fonds) dans les réseaux d'initiative publique.

Vous appuierez au quotidien le responsable du département de contrôle et de suivi financier, notamment pour :

- Assurer l'interface opérationnelle entre la Mission THD et les équipes de la Caisse des Dépôts (opérateur back-office du Plan France Très Haut Débit, agissant pour le compte de l'Etat)
- Élaborer les indicateurs de suivi et les reporting relatifs à la réalisation du Plan France THD
- Élaborer les prévisions de consommations des crédits budgétaires
- Apporter une expertise financière aux équipes du DIAP dans le suivi des projets des collectivités
- Participer à l'élaboration des conventions de subvention des projets de réseaux d'initiative publique en collaboration avec les rapporteurs en charge de l'instruction des dossiers de demande de financement
- Participer à l'analyse des demandes de versement de subvention des collectivités locales (analyse technique et financière des déploiements réalisés et des coûts sous-jacents)
- Participer à l'élaboration des appels à projets conformément aux nouvelles mesures gouvernementales
- Répondre aux sollicitations des banques ou des fonds d'investissement intervenant sur les projets de réseaux d'initiative publique.

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- | | | | | |
|--|--|--|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Pilotage | <input checked="" type="checkbox"/> Rédaction | <input checked="" type="checkbox"/> Conseil | <input checked="" type="checkbox"/> Gestion de procédures | <input type="checkbox"/> Secrétariat |
| <input type="checkbox"/> Encadrement | <input checked="" type="checkbox"/> Études, recherches | <input checked="" type="checkbox"/> Animation | <input checked="" type="checkbox"/> Contrôle, vérification | <input type="checkbox"/> Information, accueil |
| <input checked="" type="checkbox"/> Coordination | <input type="checkbox"/> Veille | <input checked="" type="checkbox"/> Conception | <input type="checkbox"/> Saisie informatique | <input type="checkbox"/> Classement, archivage |

Autres (préciser) : Relations publiques, représentation extérieure

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITÉS RÉCEMMENT / QUELQUES DOSSIERS À VENIR

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

- | | | |
|---|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres services de la direction | <input type="checkbox"/> les services déconcentrés | <input checked="" type="checkbox"/> d'autres ministères |
| <input checked="" type="checkbox"/> les agents du ministère | <input checked="" type="checkbox"/> les cabinets ministériels | <input type="checkbox"/> des organismes étrangers |
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres directions | <input checked="" type="checkbox"/> le secteur privé | <input type="checkbox"/> des établissements publics |

Principaux interlocuteurs : Collectivités territoriales / Caisse des Dépôts / SEN/DGE / ARCEP / CGET / préfectures de région / banques et fonds d'investissement / opérateurs de communication électronique

Date de mise à jour : / /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE

Déplacements ponctuels

Forte amplitude horaire de travail

Les compétences mises en œuvre sur le poste

Pour les compétences, en plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'État (RIME) peut également être utilisé (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1>).

Quelques exemples sont mentionnés dans les listes déroulantes ci-dessous.

SAVOIRS ²	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Conduite et gestion de projet (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
Contrôle, audit et évaluation (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Environnement administratif, institutionnel et politique (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
Economie/finances (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Gestion budgétaire et comptable (RIME)	- niveau maîtrise	- souhaitable

SAVOIR-FAIRE ²	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Analyser un projet, une démarche (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
Concevoir un projet, une démarche (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Maîtriser les délais (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Gérer une situation de stress (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Expertiser (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement

SAVOIR-ÊTRE ²	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Analyse (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Autonomie (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Organisation (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Rigueur (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Sens de l'initiative (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement

des élémentaires, notions, capacité à

apacité à traiter de

er de

le de le faire

évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Dans le cadre du contrat de service avec la Direction des ressources humaines, la DGE s'est engagée à accuser réception des candidatures et à assurer un retour auprès des candidats.

Si vous n'avez pas été informé des suites réservées à votre candidature, vous pouvez le signaler via la boîte fonctionnelle emploi.dge@finances.gouv.fr

VOS CONTACTS RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Nathalie HADDAD, Suivi des carrières-mobilité directionnelle
Tél. : 01 79 84 36 94 - Mél : nathalie.haddad@finances.gouv.fr

Date de mise à jour : / /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».